

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

Blois, le 30/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALCANTE - Nouvelle UIOM

161 Avenue de Chateaudun
BP 38
41000 Blois

Références : RAPVI 2022/0953/BR
Code AIOT : 0010001801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement VALCANTE - Nouvelle UIOM implanté 161, Avenue de Châteaudun 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 08/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALCANTE - Nouvelle UIOM
- 161, Avenue de Châteaudun 41000 BLOIS
- Code AIOT : 0010001801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD

L'UIOM est autorisée depuis 1997 et incinère des OMr et des DAE (autorisation à 95500 tonnes par an) en provenance principalement du Loir-et-Cher, mais également de départements limitrophes ainsi que de la Vienne (autorisation à 3000 tonnes par an), et des DASRI (autorisation à 6000 tonnes par an) en provenance principalement de la région Centre-Val de Loire mais également de régions limitrophes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des déchets admis (traçabilité, registre, vidéosurveillance)
- consommation d'eau
- surveillance des rejets aqueux
- surveillance des eaux souterraines
- surveillance environnementale
- garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4	/	Sans objet
2	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5	/	Sans objet
3	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5	/	Sans objet
4	Admission des déchets	AP Complémentaire du 22/04/2021, article 5	/	Sans objet
5	Admission des déchets	AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4	/	Sans objet
6	Traçabilité des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
7	Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
8	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1	/	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3	/	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 12.2.D	/	Sans objet
12	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Garanties financières	AP Complémentaire du 22/04/2021, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les points contrôlés, l'exploitation de ce site est conduite dans le respect des prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pesée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération. Les déchets sont pesés à l'arrivée.
Constats : Conforme.
Observations : Tous les déchets entrants sur le site sont pesés (en entrée pour le véhicule chargé et en sortie pour le véhicule à vide). Il est à préciser que lors de la visite l'un des deux ponts-basculés était hors service. L'exploitant informe l'inspection que la remise en service, après réparation, de ce pont-basculé est prévue dans les semaines suivantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de la radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.
Constats : Conforme.
Observations : A chaque entrée ou sortie de déchet, un contrôle de la radioactivité est systématiquement réalisé (passage devant un portique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 15.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond local. (...) Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
Constats : Conforme.
Observations : Le seuil de détection est fixé à deux fois le bruit de fond. La dernière vérification a été effectuée le 01/08/2022 par la société BERTIN et les trois détecteurs présents sur le site (entrée déchets, sortie déchets et local entrée/sortie DASRI) ont été déclarés conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2021, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Origine géographique des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'origine géographique des déchets est indiquée selon la typologie suivante : Nature des déchets et origine géographique : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets ménagers et assimilés : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, - Déchets industriels banals : Loir-et-Cher (prioritairement) et départements limitrophes, Vienne, - Déchets d'activités de soins : Centre-Val de Loire (prioritairement) et régions limitrophes. La priorité d'admission des déchets est donnée à ceux provenant de la région Centre-Val de Loire. Les apports de déchets industriels banals de la Vienne sont limités à 3 000 t/an.
Constats : Conforme.
Observations : Pour l'année 2021, l'origine des déchets se décompose comme suit: <ul style="list-style-type: none"> - OMr: Loir-et-Cher (43330 tonnes), Eure-et-Loir (144 tonnes), Indre-et-Loire (18734 tonnes) et Loiret (552 tonnes) - DAE: Loir-et-Cher (9568 tonnes), Cher (107 tonnes), Eure-et-Loir (20 tonnes), Indre (437 tonnes), Indre-et-loire (6425 tonnes), Loiret (750 tonnes), Sarthe (674 tonnes) et Vienne (1672 tonnes) - DASRI: Centre-Val de Loire (1472 tonnes), Auvergne-Rhône-Alpes (19 tonnes), Ile de France (389 tonnes), Pays de la Loire (4 tonnes), et Poitou-Charentes (662 tonnes)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2021, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Tonnages admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes : - déchets non dangereux : 95 500 tonnes par an - déchets d'activité de soins : 6 000 tonnes par an (inclus dans le tonnage global de 95 500 tonnes par an).
Constats : Conforme.
Observations : Les déchets incinérés en 2021 se répartissent comme suit: - Déchets non dangereux: 84524 tonnes - DASRI: 2545 tonnes - soit un total de 87069 tonnes
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traçabilité des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet, - la dénomination usuelle du déchet, - le code du déchet entrant, - s'il s'agit de déchets POP, - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle, - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD, - la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets, - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets, - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur, - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé si le déchet est géré par un courtier ou un négociant, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de récépissé, - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement, - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD), - le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par sondage, le registre des déchets entrants de l'année 2022 a été examiné. Tous les champs requis étaient renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.
Constats : Conforme.
Observations : La surveillance loi AGECE a été mise en service début juillet 2022 (ajout de 7 caméras supplémentaires). La réception d'un apport de déchets le 15/07/2022 (véhicule EP 334 MA) a pu être visualisée. Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier l'enregistrement de trois réceptions de déchets: véhicule GB 943 PB (2,880 tonnes d'OMr), véhicule EK 078 BX (6,300 tonnes d'OMr) et véhicule CE 250 TY (3,600 tonnes d'OMr),
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes : Prélèvement en nappe (nappe de la craie) : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an, - Prélèvement sur le réseau collectif : 40 m3/h, 120 m3/j, 45000 m3/an. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La consommation d'eau est essentiellement due au traitement des fumées (laveurs, préparation du lait de chaux et refroidissement des pompes) et à la production d'eau déminéralisée pour les chaudières. Pour l'année 2021, les consommations d'eau ont été les suivantes: - eau de forage: 36139 m3 - eau de ville: 15150 m3 Les consommations sont relevées journalièrement. L'examen des registres pour les six premiers mois de l'année 2022 ne fait pas ressortir de dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux (rejets n°1 et n°4). Les mesures sont effectuées annuellement par un organisme agréé sous la responsabilité de l'exploitant sur un échantillon ponctuel et portent sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO et hydrocarbures totaux.
Constats : Conforme.
Observations : La dernière analyse des rejets aqueux (sur le rejet n°4 (eaux de voirie) seul car il n'y a pas de rejet sur le rejet n°1 (eaux lavage des sols du centre de tri) qui sont réutilisées pour éteindre les mâchefers) a été effectuée le 07/12/2021 par le laboratoire départemental d'analyses. Tous les paramètres prescrits ont été mesurés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 12.2.D
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet, les effluents doivent respecter les normes suivantes (en mg/l) : - MES : 100, - DCO : 300, - Hydrocarbures totaux : 5.
Constats : Conforme.
Observations : L'analyse du 07/12/2021 a donné les résultats suivants: - pH: 8,2 - MES: 86 mg/l - DCO: 100 mg/l - hydrocarbures totaux: < 0,1 mg/l
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 11.1.A.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Autour du site est installé un réseau de contrôle de la qualité du premier aquifère rencontré (nappe des calcaires de Beauce) au droit de l'usine d'incinération. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres dont un en amont.</p> <p>(...) L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins annuellement. Cette mesure devant permettre de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.</p> <p>La fréquence des analyses des eaux souterraines est annuelle sur les 3 piézomètres.</p> <p>Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés porteront sur les paramètres suivants : pH, résistivité, rH, O2 dissous, COT, chlorures, sulfates, ammonium, HCT, As, Cd, Cr hexavalent, Hg, Pb.</p> <p>(...) Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p>
Constats : Sur le rapport annuel d'activité de l'année 2021, le résultat de l'O2 dissous n'est pas repris alors qu'il figure sur les bulletins d'analyses.
<p>Observations : La surveillance des eaux souterraines est effectuée par l'intermédiaire de trois piézomètres (un à l'aval et deux à l'amont). La fréquence des analyses est semestrielle. Cette surveillance existe depuis la mise en service de l'usine (2000).</p> <p>Tous les paramètres requis sont analysés. Cependant, sur le rapport annuel d'activité de l'année 2021, le résultat de l'O2 dissous n'est pas repris alors qu'il figure sur les bulletins d'analyses.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2011, article 20.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.</p> <p>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une mesure hors du périmètre d'influence de l'installation (point 0) ; • dans un délai de trois mois à compter du début du programme de surveillance ; • après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant met en place 4 jauges de mesure (hors celle dédiée au point 0) asservies à la direction des vents. La distance par rapport à l'installation est déterminée par une étude de dispersion des rejets atmosphériques. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu par l'article 21.1.C et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance.</p>
Constats : Conforme.
Observations : Le programme de la surveillance environnementale est mis en place et selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Acte de cautionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
Constats : Conforme.
Observations : L'acte de cautionnement a été établi le 12/05/2021 et couvre la période du 22/04/2021 au 21/04/2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet